

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP)

Pouvoir adjudicateur :

AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE
90 rue du Férétra
CS 87801
31078 TOULOUSE CEDEX 04

Consultation n° 2025-027

Assistance à Maîtrise d'Ouvrage en appui à la mise en œuvre du programme de travail relatif aux « Solutions Fondées sur la Nature »

CODE CPV (principales et complémentaire) :

90700000 : Services relatifs à l'environnement

MODE DE PASSATION :

Procédure d'appel d'offre en application des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

CONTEXTE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ	6
1. Objet du marché	6
2. Pouvoir adjudicateur	6
3. Allotissement	6
ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ	6
1. Mode de passation du marché	6
2. Forme du marché	6
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 4 – DONNEES DISPONIBLES	7
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	7
1. Mission 1 : Appui à l'équipe projet et au réseau SfN en interne à l'Agence	7
2. Mission 2 : Appui à la gouvernance et à l'animation d'instances politiques et techniques	8
2.1 Groupe de travail SfN (GT SfN) du Comité de Bassin	8
2.2 Comité de Bassin et ses commissions et groupes techniques (hors GT SfN)	9
3. Mission 3 : capitaliser et valoriser les connaissances en produisant des supports de partage d'expérience et de communication	9
3.1 Produire des fiches de retour d'expérience (REX)	9
3.2 Contribuer à la communication destinée à des publics diversifiés	10
3.3 Assurer une veille sur le sujet des SfN	10
4. Mission 4 : évaluer les services rendus par les SfN	10
4.1 Poursuivre l'animation d'un réseau de sites pilotes instrumentés	10
4.2 Elaborer un référentiel chiffré des services rendus par les SfN	11
5. Mission 5 : accompagner et intensifier le déploiement des SfN dans les territoires	11
5.1 Accompagner les acteurs des territoires au déploiement des SfN, en particulier au sien de PTGE	12
5.2 Accompagner le déploiement des SfN dans tous les milieux à l'échelle des EPTB/EPAGE, en transversalité dans différentes politiques sectorielles	12
5.3 Constituer et animer un réseau d'acteurs « ambassadeurs » des SfN sur les territoires	13
5.4 Identifier et mobiliser des méthodes et dispositifs innovants afin de favoriser le déploiement des SfN sur les territoires	13
ARTICLE 6 – SUIVI DES PRESTATIONS ET REUNIONS	14
1. Suivi par l'Agence	14

2.	Représentant du titulaire	14
ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL		14
ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHE ET CALENDRIER		15
1.	Durée du marché	15
2.	Calendrier	15
ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE		15
ARTICLE 10 – MONTANT MAXIMAL DU MARCHE		16
ARTICLE 11 – PENALITES DE RETARD		17
1.	Modalités de calcul	17
2.	Plafonnement	17
3.	Exonération et mise en recouvrement des pénalités	17
4.	Pénalités en cas de cotraitance	17
ARTICLE 12 – MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS		18
1.	Vérifications des prestations	18
2.	Décisions après vérification	18
ARTICLE 13 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS		18
ARTICLE 14 – DROIT DE PROPRIETE		18
1.	Propriété des données	18
2.	Propriété des résultats	18
ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT		19
1.	Présentation de la demande de paiement	19
2.	Cotraitance	20
3.	Financement du marché	20
4.	Modalités de paiement	20
5.	Comptable assignataire de la dépense	21

6.	Cession de créances	21
ARTICLE 16 – ASSURANCES		21
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE (SERVICES UNIQUEMENT)		22
1.	Agrément du sous-traitant	22
2.	Païement direct au sous-traitant	22
ARTICLE 18 – MODIFICATION RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE		23
ARTICLE 19 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE		24
ARTICLE 20 – MODIFICATIONS EN COURS D’EXECUTION DU MARCHE		24
ARTICLE 21 – DIFFERENDS		24
1.	Différends	24
2.	Tribunal compétent	25
ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG		26

CONTEXTE DU MARCHÉ

L'accroissement des gaz à effet de serre entraîne déjà des conséquences climatiques : augmentation des températures moyennes, modifications du régime des précipitations, etc. L'année 2022 a été sur de nombreux points l'année de tous les records (étiages précoces et sévères, incendies, record de température, inondations, gel tardif...). Il apparaît primordial de s'adapter dès maintenant au changement climatique. Les écosystèmes fonctionnels, par les services écosystémiques associés et le maintien de la biodiversité, sont reconnus pour leur capacité à renforcer la résilience des territoires face au changement climatique. Définies comme des « actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés pour relever les enjeux de la société de manière efficace et adaptative, tout en assurant le bien-être humain et en produisant des bénéfices pour la biodiversité¹ », les Solutions fondées sur la Nature (SfN) répondent à un double objectif de relèvement des défis sociétaux (atténuation et adaptation au changement climatique, souveraineté alimentaire, sécurité de l'approvisionnement en eau, réduction des risques naturels, santé humaine et développement socio-économiques), et d'apport de bénéfices pour la biodiversité. Par leur approche multifonctionnelle, les SfN sont ciblées comme l'outil phare d'atténuation et d'adaptation aux conséquences du changement climatique.

Le Président du Comité de Bassin, Alain Rousset, a formulé la demande auprès de Michèle JUND, présidente de la Commission des Milieux Naturels, **d'évaluer les potentialités que représentent les Solutions fondées sur la Nature pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique**. Michèle JUND a ainsi formé début 2022 un groupe de travail, nommé GT SfN, constitué d'une quinzaine de membres des différentes commissions techniques, du conseil scientifique et de représentants des partenariats de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne (Région Nouvelle-Aquitaine, Région Occitanie, DREAL, OFB, ARB Occitanie, Plateforme des Bonnes Pratiques pour l'Eau). Le GT SfN s'est réuni 2 à 4 fois par an entre 2022 et 2024 et a rendu compte de ses travaux à la Commission des Milieux Naturels (pilote du groupe), aux autres commissions techniques et au Comité de Bassin. Le GT SfN est présent dans les différents réseaux pour communiquer auprès des élus et du public sur les SfN, leurs bénéfices et des cas concrets. Il s'inscrit en complémentarité avec les différents acteurs autour des SfN, notamment avec la Plateforme des Bonnes Pratiques pour l'Eau et le LIFE Intégré ARTISAN².

L'objectif principal des travaux du GT SfN est **d'inciter au déploiement des Solutions fondées sur la Nature sur le Bassin Adour-Garonne**, se déclinant par 3 missions : objectiver, évaluer et renforcer le recours aux Solutions fondées sur la Nature.

Au vu des résultats très satisfaisants obtenus via la mise en œuvre du programme de travail 2022-2024 (cf. rapport d'activités en ANNEXE 1), les membres du GT SfN ont souhaité conserver ce lieu d'échange et de travail afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre opérationnelle des SfN à l'échelle des territoires et de poursuivre le partage, l'analyse et la discussion sur de nouveaux sujets ou approfondissement de certains points. Un nouveau programme de travail va donc être défini pour la période 2025-2027, l'objectif principal étant l'intensification du déploiement et la massification des SfN dans les territoires.

Pour l'animation du GT SfN et la mise en œuvre de son programme d'actions, l'Agence de l'eau Adour-Garonne souhaite s'appuyer sur une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage jusqu'à fin 2027.

¹ UICN, 2016. WCC-2016-Res-069-FR : Définition des solutions fondées sur la nature

² Le projet Life Intégré ARTISAN piloté par l'OFB se consacre, pour une durée de 8 ans, à démontrer et valoriser le potentiel des Solutions d'adaptation fondées sur la Nature (SafN), sensibiliser et faire monter en compétences les acteurs sur les SafN par l'intermédiaire d'une animation régionale, et accompagner 10 sites pilote répartis sur tout le territoire métropolitains et ultramarins.

ARTICLE 1 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

1. Objet du marché

Le marché a pour objet d'accompagner l'Agence de l'Eau Adour-Garonne sur la période 2025-2027 pour :

- Appuyer l'équipe projet SfN de l'Agence dans l'animation et la mise en œuvre du programme de travail relatif aux SfN,
- Appuyer la gouvernance du GT SfN en lien avec les instances du Comité de bassin, et animer la dynamique de travail du GT SfN,
- Accompagner la mise en œuvre du programme de travail établi par le GT en particulier organiser les échanges, réunions, ateliers permettant de faire avancer efficacement les travaux prévus,
- Produire et rédiger différents documents pour rendre compte de l'avancement des travaux, en communiquer les résultats.

2. Pouvoir adjudicateur

Les prestations sont à réaliser pour le compte de

Agence de l'eau Adour Garonne, ci-après désigné par le terme « l'Agence »

90 rue du Férétra CS87801

31078 Toulouse cedex 4

Siret : 183 100 064 00033

Tél : +33 561363738

<https://www.eau-grandsudouest.fr/>

3. Allotissement

Le présent marché concerne en partie des prestations intellectuelles indissociables ; l'allotissement n'est pas justifié.

ARTICLE 2 – MODE DE PASSATION ET FORME DU MARCHÉ

1. Mode de passation du marché

Le marché est passé sur procédure d'appel d'offre en vertu des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique.

2. Forme du marché

Le marché prend la forme d'un marché mixte à forfait pour la partie fixe de l'étude et à prix unitaires pour la partie variable des réunions supplémentaires et ateliers optionnels.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels régissant le marché sont, par ordre de priorité décroissante les suivants :

1. L'acte d'engagement dûment complété et signé par le titulaire auquel est annexé le BPU ;
2. Le présent cahier des clauses particulières (CCP), dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Agence fait seul foi ;
3. Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Prestations intellectuelles objet de l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG PI)

4. Le mémoire de l'attributaire;
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.

Bien que non jointe, la pièce n° 3 relative au CCAG PI est réputée connue du titulaire.

Toute clause, portée dans les documents établis par le titulaire (et notamment les conditions générales de vente du titulaire), modifiant les clauses ou contraire aux clauses du présent CCP, du CCAG-PI ou contraire à la réglementation applicable au présent marché est réputée non écrite.

ARTICLE 4 – DONNEES DISPONIBLES

Le prestataire bénéficiera pour la réalisation de ses missions :

- Des travaux et documents déjà produits par le groupe SfN entre 2022 et 2024 (cf. rapport d'activité 2022-2024 et autres documents qui ont été communiqués lors de la consultation)
- D'une bibliographie sur les Solutions fondées sur la Nature, y compris les outils et ressources produites dans le cadre du projet Life intégré ARTISAN (plaidoyer, brochures, études, etc.)
- Du partage d'expériences des sites démonstrateurs et des territoires accompagnés par Solagro dans le cadre du Life ARTISAN
- De contacts auprès de maîtres d'ouvrage et porteurs de projets de type SfN financés par l'Agence
- D'un accès au site FTP du groupe SfN, qui pourra rapidement évoluer vers une équipe Teams
- De documents existants sur l'agroécologie, en particulier ceux produits dans le cadre des études Bag'ages et Baghera (en cours) et du Pacte d'engagement pour la transition agroécologique sur le grand Sud-Ouest (2022-2027)
- Des ressources présentées dans le catalogue SfN de la plateforme des bonnes pratiques pour l'eau

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Pour chacune des missions 1 à 5, le prix indiqué dans le bordereau de prix inclura le prix des réunions et de la rédaction des livrables indiqués ci-dessous.

L'Agence se réserve toutefois la possibilité de commander, en cas de besoin selon les prix unitaires du bordereau des prix, dans les limites indiquées à l'article 10 ci-dessous :

- des réunions supplémentaires d'une demi-journée ou d'une journée (convocation, préparation de l'ordre du jour en concertation avec l'Agence, participation à la réunion et rédaction de son compte-rendu)
- des rédactions supplémentaires de notes techniques, simples ou complexes

Dans toute la suite de l'article 5, le terme « SfN » désignera l'ensemble des solutions fondées sur la nature ayant un lien avec l'eau.

1. Mission 1 : Appui à l'équipe projet et au réseau SfN en interne à l'Agence

Le prestataire participera à des réunions régulières avec l'équipe projet SfN de l'Agence de l'eau, composée d'une chargée de mission SfN, de la cheffe de service BAMAC, et autant que de besoin de la Directrice du département des Interventions de l'Expertise Eau et Milieux Aquatiques ou d'agents d'autres services ou d'autres départements.

L'objectif de ces points réguliers sera de suivre l'avancée de toutes les missions de la prestation et de répondre aux besoins exprimés en interne (Direction générale, réseau interne, communication, etc.).

2 réunions maximum par mois sont à prévoir (réunion d'1h30 possible en visioconférence), hormis sur les mois de congés scolaires, (18 à 20 réunions/an en moyenne).

Le prestataire participera également à 2 ou 3 réunions internes à l'Agence par an (réunion du réseau interne SfN, Réseau Recherche, Innovation et Expertise sur l'Eau - RIEAU), afin d'y présenter l'avancée de la mise en œuvre du programme d'actions du GT SfN, et éventuellement de contribuer à leur animation (conduite d'ateliers ou autres techniques/format d'animation).

Livrables : diaporamas, fiches de synthèse, notes d'état d'avancement (etc.), éléments de langage à destination des chargés d'intervention de l'Agence de l'eau visant à promouvoir le déploiement des SfN sur les territoires, etc.

2. Mission 2 : Appui à la gouvernance et à l'animation d'instances politiques et techniques

Cette mission consiste à organiser et préparer avec l'Agence de l'eau, en appui au service « Biodiversité, Agriculture, Milieux Aquatiques, Cartographie » (BAMAC), les points relatifs aux SfN inscrits à l'ordre du jour de diverses réunions détaillées ci-dessous. Le prestataire participera à certaines de ces réunions et pourra être amené à contribuer à leur animation.

2.1 Groupe de travail SfN (GT SfN) du Comité de Bassin

Les membres du GT SfN, dans sa configuration de 2024, sont listés en annexe 1 du rapport d'activité 2022-2024 (cf. ANNEXE 1). Chaque groupe d'utilisateur du Comité de Bassin y est représenté.

2 ou 3 réunions du GT SfN sont prévues par an, ainsi que 3 ateliers optionnels maximum par an sur des thématiques précises, restreints à quelques membres et/ou experts de la thématique abordée.

L'animation en séance des GT SfN est assurée par la Présidente du GT SfN.

Les séances du GT SfN se dérouleront majoritairement au siège de l'Agence de l'eau à Toulouse. Une fois par an la séance du GT SfN pourra être délocalisée et couplée à une visite de terrain.

La prestation consistera, en lien avec la chargée de mission SfN de l'Agence, à :

- Préparer et organiser les séances du GT SfN, dont propositions d'ordre du jour
- Participer à toutes les réunions du GT SfN et rendre compte des avancées dans la mise en œuvre du programme d'actions défini par le GT
- Être à l'écoute des échanges lors des GT SfN, synthétiser oralement les principaux points à retenir et les retranscrire *via* un relevé de décisions.

Il est demandé au prestataire de produire pour chaque séance du GT SfN :

- des présentations PPT ou tout autre support adapté pour accompagner l'animation de la séance,
- si nécessaire, des fiches support sur les sujets abordés pour faciliter l'animation de la séance,
- le compte-rendu ou relevé de décision des séances mettant en avant les points saillants des discussions et les suites à donner, ainsi qu'un tableau de bord des décisions, pour suivi

Par ailleurs, le prestataire participera à l'administration d'un outil Microsoft (sharepoint ou équipe Teams) dédié aux SfN, afin de contribuer à l'animation du GT SfN en dehors des réunions formelles, de favoriser un mode de travail plus collaboratif avec les membres du GT et de faciliter le partage de documents et d'informations.

Livrables :

- Intermédiaires :
 - o Présentations des éléments abordés en séance (diaporamas) ;
 - o Fiches techniques (méthode, REX, etc.) pour l'animation des séances ;

- Relevé de décisions des séances mettant en avant les points saillants des discussions et les suites à donner
- Final : rapport d'activités 2025-2027 du GT SfN

2.2 Comité de Bassin et ses commissions et groupes techniques (hors GT SfN)

Le prestataire sera sollicité entre 4 et 8 fois dans l'année pour produire des éléments techniques utiles aux réunions du comité de bassin, à ses différentes commissions et groupes techniques (Commission des Milieux Naturels, Groupes Techniques de la Commission Planification, Commissions Territoriales, etc.), ainsi que des documents pour solliciter l'avis ou échanger avec le conseil scientifique.

Il n'aura pas à animer les points qui seront traités dans ces instances, il pourra être invité à y participer.

Livrables : diaporamas, fiches de synthèse, notes d'état d'avancement (etc.)

3. Mission 3 : capitaliser et valoriser les connaissances en produisant des supports de partage d'expérience et de communication

3.1 Produire des fiches de retour d'expérience (REX)

A partir d'une trame d'ores et déjà définie (cf. exemple de fiche d'identité en ANNEXE 2), le prestataire poursuivra la production du contenu technique d'une dizaine de « fiches d'identité SfN » (4 pages) par an. Le travail consistera à :

- Sélectionner les projets à valoriser à partir d'un tableau de remontée de retours d'expérience, à renseigner en sollicitant régulièrement les acteurs des territoires et les chargés d'intervention de l'Agence
- Prendre contact avec les porteurs de projet sélectionnés, leur proposer une première version de contenu de fiche, puis échanger avec eux, ainsi qu'avec les chargés d'intervention de l'Agence afin d'aboutir à un contenu validé par tous
- Echanger avec le prestataire graphiste du service communication de l'Agence, pour mise en forme des fiches, avant validation finale par le porteur de projet
- Mettre à disposition ces fiches sur le site internet de l'Agence, via le service communication de l'Agence
- Suivre l'avancée de la réalisation des fiches dans un tableau de suivi partagé.

La priorité sera d'enrichir le panel de fiches sur les SfN agricoles, littorales et urbaines.

Le prestataire s'attachera à recueillir auprès des porteurs de projet l'ensemble des données nécessaires à la notation des critères figurant sur le graphe radar des fiches d'identité, y compris le critère « faisabilité/viabilité économique » dont le cadre méthodologique sera proposé à partir d'un travail mené par la Direction Planification, Evaluation, Programme, Prospective, Etudes et Recherche (PEPPER) de l'Agence de l'eau en 2025.

Par ailleurs, le prestataire contribuera à la pré-sélection de 8 projets/an à valoriser dans le cadre de la mesure 30 du Plan Eau, et prendra en charge la rédaction des fiches et des tableaux excel à renseigner pour préparer le jury.

Livrables :

- Tableau de suivi des REX et des fiches d'identité renseigné
- Recueil de fiches d'identité et de retours d'expérience sur le bassin Adour-Garonne ;
- Fiches sélectionnées pour la mesure 30 du Plan Eau, et fichiers associés, au format demandé par le Ministère

3.2 Contribuer à la communication destinée à des publics diversifiés

En lien avec le service BAMAC, le service Communication de l'Agence et ses prestataires, les missions du prestataire consisteront à :

- rédiger du contenu pour les pages internet du site de l'Agence dédiées aux SfN;
- contribuer aux contenus nécessaires à la création de vidéos courtes et pédagogiques pour valoriser et faire connaître les actions mises en œuvre par le GT SfN ou des opérations exemplaires ;
- diffuser les connaissances en participant à 2 ou 3 réunions ou webinaires organisées par l'Agence afin de former et informer les partenaires (dont services de l'Etat et acteurs des territoires - EPTB, structures GEMAPI, collectivités, acteurs économiques, etc.)
- Contribuer à l'organisation d'évènements de type séminaire, journées techniques sur le bassin Adour-Garonne une fois par an, et d'un forum national SfN (du type forum Alliance Nature & Adaptation qui s'est tenu à Toulouse en 2024)
- Proposer des insertions dans les documents de communications des partenaires

Livrables :

- documents de support à la communication institutionnelle sur les SfN, de sensibilisation tous publics ;
- productions en appui de l'organisation de l'événementiel
- éléments de langage

3.3 Assurer une veille sur le sujet des SfN

Le sujet des SfN fait l'objet de nombreuses publications, de fréquents webinaires, de multiples évènements. Le prestataire appuiera l'Agence dans la veille à réaliser sur ces différents volets :

- réglementation
- financement et appels à projet
- procédés innovants
- programmes R&D
- évènements (journées techniques, colloques, etc.)

4. Mission 4 : évaluer les services rendus par les SfN

4.1 Poursuivre l'animation d'un réseau de sites pilotes instrumentés

Le prestataire aura à sa charge l'animation d'un réseau d'une dizaine de sites pilotes déjà constitué (cf. diaporama présenté lors de la dernière journée du réseau en ANNEXE 3) et mettant en œuvre des mesures de suivi et d'évaluation des SfN. Il aura pour mission de continuer à appuyer les membres du réseau : apport d'expertise, suivi des projets, analyse des données, valorisation, partage d'expérience, suivi d'indicateurs spécifiques à la quantification du stockage d'eau dans le sol et les nappes, etc.

Afin de compléter ce réseau, le prestataire identifiera en lien avec l'Agence et les porteurs de projets quelques nouveaux sites pilotes à instrumenter (entre 3 et 6), en particulier sur des sites de SfN littorales, urbaines et agricoles. Le prestataire aura pour mission d'accompagner les porteurs de projets pour élaborer une méthodologie de suivi s'appuyant sur des protocoles existants, privilégiant les indicateurs « Eau ». L'avis du Conseil Scientifique pourra être sollicité. Le prestataire assistera les porteurs de projets pour la rédaction du dossier d'accompagnement (cf. exemple en ANNEXE 4).

Chaque année, le prestataire organisera une journée d'échanges entre membres du réseau et produira des livrables qui valorisent les résultats obtenus.

A titre indicatif, le dimensionnement de cette mission est estimé à 40 j/an.

Le prestataire pourra bénéficier du partage d'expériences des sites pilotes du programme démonstrateur du Life intégré ARTISAN.

Le prestataire recueillera les données à mobiliser pour l'évaluation économique qui sera menée sur les sites pilotes instrumentés, préalablement définies à partir d'un travail mené par les économistes de la Direction Planification, Evaluation, Programme, Prospective, Etudes et Recherche (PEPPER) de l'Agence de l'eau en 2025.

Livrables :

- Documents d'accompagnement finalisés pour les nouveaux sites pilotes adhérents au réseau et
- Documents produits lors de la réunion annuelle du réseau, notamment état d'avancement de l'instrumentation et production de données, premières analyses et résultats
- Tableau de bord tenu à jour permettant de suivre l'état d'avancement de l'instrumentation, du suivi, des résultats obtenus sur les différents sites

4.2 Elaborer un référentiel chiffré des services rendus par les SfN

Le prestataire aura à sa charge la création, le partage et le renseignement d'une base de données collaborative recensant les bénéfices chiffrés des SfN et les sources associées. L'accès au fichier sera ouvert à une liste de contributeurs à définir.

Les résultats obtenus sur les sites pilotes instrumentés viendront alimenter cette base de données.

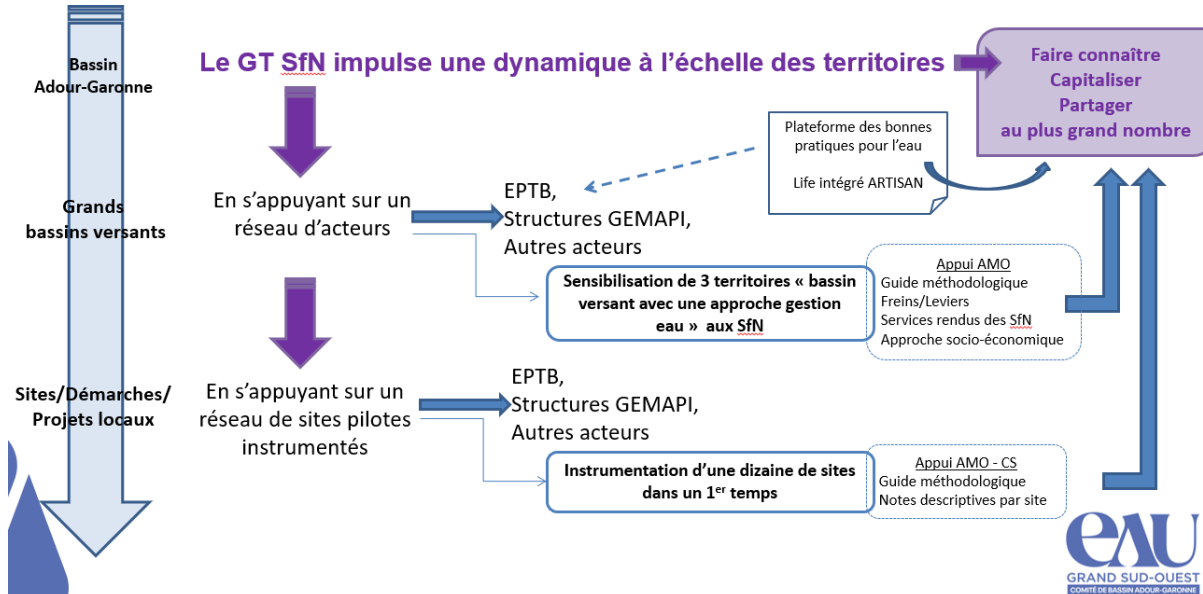
Le prestataire proposera un mode d'organisation à mettre en place pour une bonne articulation avec les travaux déjà initiés à l'échelle de la région Occitanie dans le cadre du Life intégré ARTISAN.

Livrables :

- Tableur ou base de données chiffrées des services rendus par les SfN qui contribuent à la préservation des ressources en eau ;
- Enrichissement de la revue littéraire déjà produite

5. Mission 5 : accompagner et intensifier le déploiement des SfN dans les territoires

Pour mémoire, les différentes échelles et cibles pour le déploiement des SfN telles qu'identifiées lors des travaux du GT SfN entre 2022 et 2024 sont présentées dans le schéma ci-dessous.



Dans cette mission il s'agira d'intervenir à l'échelle des territoires de type « bassins versants ».

5.1 Accompagner les acteurs des territoires au déploiement des SfN, en particulier au sein de PTGE

Le prestataire poursuivra l'accompagnement « à la carte » des territoires mis en place en 2024 sur les 4 BV Seudre, Midour, Touch et Viaur (ANNEXE 5). La prestation sera adaptée au stade d'avancement constaté sur les territoires (sensibilisation / mise en réseau d'acteurs, dynamique de projet et concertation, validation de stratégie et planification, mise en œuvre opérationnelle).

La manière de poursuivre les dynamiques émergentes sur ces territoires sera identifiée avec la(les) structure(s) animatrice(s) de la(des) démarche(s) territoriale(s), et les élus des territoires seront associés tout au long de la démarche.

En fonction des besoins exprimés localement, la prestation consistera à :

- Poursuivre les échanges avec certains acteurs sur les leviers techniques et financiers
- Identifier les équipes locales à renforcer pour porter le déploiement des SfN
- Apporter un appui en matière de méthodologie de projet
- Définir des plans d'actions
- Promouvoir l'implication citoyenne
- Apporter si besoin des conseils spécialisés en ingénierie de la concertation voire en médiation
- Analyser l'intérêt socio-économique des SfN en intégrant la sociologie du territoire, en veillant à ce que la compréhension des concepts de SfN et d'agroécologie soient bien compris par les différents acteurs, et en tenant compte de la réalité économique du monde agricole (approche positive, incitative, non culpabilisante)
- Approfondir les moyens de favoriser la reconnaissance sociale des agriculteurs sur le territoire
- Mobiliser les partenaires techniques et financiers et monter des dispositifs de soutien
- Elargir l'accompagnement à la mise en œuvre de SfN autres qu'agricoles, en faisant le lien avec les outils de gestion préexistants (PPG, Contrat de rivière, etc.)
- Identifier les freins pour accélérer la mise en œuvre des leviers
- Etc.

Le prestataire accompagnera 2 nouveaux territoires en situation de déficit quantitatif, disposant (ou en phase d'élaboration) d'un PTGE ou d'une démarche territoriale assimilée, afin d'intégrer au mieux les SfN à la démarche et d'engager ou poursuivre leur mise en œuvre faisant partie du mix de solutions pour restaurer les équilibres quantitatifs à l'échelle des BV, au service de la résilience des exploitations agricoles et des territoires face au changement climatique.

A titre indicatif, le dimensionnement de cette mission est estimé en moyenne entre 12 et 20 j/an/BV.

5.2 Accompagner le déploiement des SfN dans tous les milieux à l'échelle des EPTB/EPAGE, en transversalité dans différentes politiques sectorielles

Le prestataire proposera un accompagnement sur 2 nouveaux territoires complémentaires, dont au moins un à l'échelle d'un EPTB ou d'un EPAGE.

A cette échelle, l'accompagnement concernera le déploiement des SfN dans tous les milieux du territoire (aquatique et humide, montagnard, agricole, urbain, forestier, marin, littoral), et Les objectifs de cet accompagnement seront notamment :

- D'intégrer les SfN « eau » dans les démarches territoriales de gestion intégrée de la ressource en eau et les plans d'action associés (feuilles de route des EPTB, SAGE, contrats de rivière/territoriaux, etc.)

- Identifier les freins et leviers pour approcher l'effet bénéfique d'un cumul de SfN de différents types et concernant différents milieux à l'échelle d'un bassin versant en associant les structures porteuses.
- De déployer les SfN dans les démarches territoriales indirectement liées à l'eau (biodiversité, urbanisme, agriculture, alimentation, risques naturels et adaptation au changement climatique, santé, aménagement du territoire, etc.), et ainsi favoriser les ponts entre politiques sectorielles.

Le prestataire tiendra compte des besoins complémentaires exprimés par la(es) structure(s) animatrice(s) de la(des) démarche(s) territoriale(s) et la nature de l'appui sera fonction de l'état d'avancement des territoires (sensibilisation, concertation, stratégie, mise en œuvre).

Les élus seront associés tout au long de la démarche.

Le prestataire proposera dans son offre la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre pour répondre à cette mission.

A titre indicatif, le dimensionnement de cette mission est estimé en moyenne à 20 j/an/BV.

Livrables de la mission 5 :

- Documents intermédiaires :
 - o Supports de sensibilisation et de formations des acteurs territoriaux ;
 - o Rapport d'accompagnement pour chacun des territoires étudiés, identifiant les freins et leviers au déploiement des SfN ;
 - o 2025 : guide méthodologique de déploiement des Solutions fondées sur la Nature à l'échelle des 4 territoires accompagnés depuis 2023. Le guide traitera des aspects gouvernance et concertation, montage technique et financier, suivis et bénéfices attendus, sensibilisation et communication. Un chapitre sera consacré au déploiement transversal des SfN « eau » à l'échelle des BV, au service de différentes politiques sectorielles.
- Livrable final 2027 : guide méthodologique de déploiement des SfN à l'échelle de bassins versants produit en 2025, enrichi par l'accompagnement des nouveaux territoires et en associant les EPTB et porteurs des démarches

5.3 Constituer et animer un réseau d'acteurs « ambassadeurs » des SfN sur les territoires

Le prestataire sera en charge de constituer et d'animer un réseau intégrant toutes les structures animatrices ou porteuses de projet :

- des sites pilotes instrumentés
- des BV bénéficiant d'un accompagnement au déploiement
- qui font l'objet de fiches REX ou fiches d'identité

Le prestataire partagera régulièrement avec ce réseau des informations relatives aux SfN (publications, événements, partage d'informations). Chaque année, le prestataire organisera une journée d'échanges entre membres du réseau, produira des livrables qui valorisent les résultats obtenus.

Le prestataire contribuera à la valorisation des actions menées par les acteurs « ambassadeurs », et à leur diffusion auprès des mêmes acteurs sur d'autres territoires.

5.4 Identifier et mobiliser des méthodes et dispositifs innovants afin de favoriser le déploiement des SfN sur les territoires

Le prestataire identifiera les méthodes, dispositifs et outils, potentiellement innovants, qui permettraient de favoriser le déploiement des SfN, d'encourager les acteurs locaux à investir du temps pour s'approprier le concept et l'adapter à leur contexte, à toutes les échelles.

Ceux-ci pourraient concerner :

- les outils d'animation et de mise en réseau les plus performants

- les processus / méthodes d'intéressement aux SfN (y compris pour les acteurs qui ne sont à ce jour ni précurseurs ni engagés dans les SfN), y compris d'innovation sociale
- l'intérêt de la participation citoyenne
- la pertinence de développer des dispositifs financiers spécifiques.

Le prestataire précisera dans son offre la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre pour répondre à cette mission.

Livrables :

- documents présentant les analyses conduites, les outils et méthodes

ARTICLE 6 – SUIVI DES PRESTATIONS ET REUNIONS

1. Suivi par l'Agence

La prestation sera suivie par la chargée de missions agroécologie et SfN au sein du service biodiversité, agriculture, milieux aquatiques, cartographie de l'agence de l'eau Adour-Garonne, qui échangera régulièrement avec le prestataire par téléphone, échanges de mails ou réunions en présentiel ou en visioconférence (qui viennent s'ajouter aux réunions prévues dans les missions 1 à 5), autant que de besoin.

2. Représentant du titulaire

L'équipe présentée par le prestataire dans son offre est en charge des prestations pendant toute sa durée. Toute modification d'une personne composant cette équipe doit être soumise à l'acceptation de l'agence dans les conditions et délais prévus par les dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG PI applicable.

ARTICLE 7 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les dispositions de l'article 5.2 du CCAG PI s'appliquent.

Si la mission confiée nécessite que le titulaire mette en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'Agence, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, une convention est établie à cet effet entre l'agence et le titulaire lors de la notification du marché. Cette convention précise :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'Agence et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;

- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Si le titulaire considère qu'une saisine constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'agence. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'agence avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

ARTICLE 8 – DUREE DU MARCHE ET CALENDRIER

1. Durée du marché

Le marché prend effet à sa notification. Le délai global d'exécution de la prestation est de 26mois à compter de la date de la notification. Les missions pourront se répartir durant toute la durée de la prestation en respectant le calendrier des séances du GT SfN, et se superposer selon une hiérarchie établie par le prestataire en accord avec l'exécution de l'ensemble du marché.

2. Calendrier

Les missions sont à mener jusqu'en décembre 2027. Ces missions doivent s'insérer dans le calendrier des séances du GT SfN, prévues en novembre ou décembre 2025, en mars et septembre et/ou décembre 2026 et 2027.

ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE

Le marché est un accord-cadre traité à prix mixtes : global forfaitaire pour la partie fixe de l'étude et à prix unitaires pour la partie réunions, notes techniques, expertises supplémentaires et ateliers optionnels. Les prix figurant dans l'acte d'engagement du titulaire constituent les prix fermes et définitifs applicables pendant toute la durée du marché; ces prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes ainsi que les frais de déplacements induits par la mission et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. La TVA est appliquée en sus au taux en vigueur.

Les prix sont révisables sur les prestations à prix unitaire, et selon les modalités décrites ci-après :

Les prix révisibles tel que précisé *supra*, figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, sont révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché en appliquant la formule : $P = P_0 \times (0,1 + 0,9 \times S / S_0)$

dans laquelle :

P = le prix révisé HT ;

P₀ = le prix initial HT figurant dans le bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement ;

S = indice Syntec révisé du mois m-2, m étant le mois de révision ;

S₀ = indice Syntec révisé du mois m₀ - 2, m₀ étant le mois de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix ainsi révisés s'appliquent aux prestations réalisées postérieurement à la date de révision.

ARTICLE 10 – MONTANT MAXIMAL DU MARCHE

Le montant maximal du marché est de 419 000€ HT.

Il est exprimé hors TVA ; la TVA est appliquée en sus au taux en vigueur.

ARTICLE 11 – PENALITES DE RETARD

1. Modalités de calcul

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, si l'agence envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$P = V * R / 1\,000$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

2. Plafonnement

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant cumulé des pénalités de retard est plafonné à 20% du montant du marché sur lequel porte le retard (forfait).

3. Exonération et mise en recouvrement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le marché ne prévoit pas d'exonération de pénalités.

Toutefois, le titulaire est averti que les pénalités ne seront pas mises en recouvrement tant que le montant total de celles-ci pour la durée du présent marché telle que définie à l'article 8 ci-dessus, n'excèdera pas 30 euros.

Au-delà de ce montant, les pénalités cumulées dès le 1er euro seront alors mises en recouvrement.

4. Pénalités en cas de cotraitance

Dans le cas où le titulaire est un groupement momentané d'entreprises, les pénalités seront partagées :

- Soit au prorata de la part du marché incombant à chaque membre par rapport au montant total dudit marché, dans le cas où le retard est imputable à l'ensemble des entreprises constituant le groupement ;
- Soit sur la part du marché du ou des membre(s) sur lequel (lesquels) le retard est clairement imputable.

ARTICLE 12 – MODALITES DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

1. Vérifications des prestations

Les vérifications sont effectuées après exécution de la prestation correspondante.
Les vérifications prévues sont effectuées dans les conditions prévues de l'article 28 du CCAG-PI.

2. Décisions après vérification

Au terme des opérations de vérification ci-dessus, l'Agence peut prendre des décisions d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des prestations, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG PI. Les décisions de réfaction et de rejet notifiées au titulaire sont motivées et le titulaire peut présenter ses observations, dans les conditions et délais prévus audit article 29 du CCAG PI.

ARTICLE 13 – ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G.-P.I., l'Agence se réserve la possibilité de ne pas poursuivre l'exécution d'un marché à l'issue des missions prévues à l'article 5 ci-dessus. Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité et entraînera la résiliation du marché.

ARTICLE 14 – DROIT DE PROPRIETE

1. Propriété des données

Les données intégrées, générées ou mises à dispositions dans le cadre du marché appartiennent à l'agence de l'eau Adour-Garonne. Toute réutilisation, en dehors de toute demande expresse de l'Agence, engage la responsabilité contractuelle du titulaire pour atteinte à son droit de propriété intellectuelle.
Il est demandé au prestataire de conserver à minima ces données durant la durée du présent marché afin de faciliter les demandes complémentaires le cas échéant.

2. Propriété des résultats

Par dérogation à l'article 35.1.1 du CCAG PI, le titulaire cède à titre exclusif, à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation prévus au présent marché.
Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation prévus au marché. Les rémunérations perçues par le titulaire au titre du présent marché sont réputées couvrir la l'ensemble des droits cédés.

Par ailleurs, l'Agence interdit au titulaire toute exploitation à des fins commerciales ou non des résultats de la prestation.

ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT

1. Présentation de la demande de paiement

Les demandes de paiement (factures), comportent au minimum les mentions suivantes :

- Nom et raison sociale du créancier,
- N° d'identification SIREN ou SIRET le cas échéant,
- Coordonnées bancaires complètes,
- N° du marché,
- Date d'exécution des prestations ou taux d'avancement des prestations
- Désignation du débiteur (Pouvoir adjudicateur à l'occurrence l'Agence),
- Désignation des prestations exécutées ou taux d'avancement,
- Prix de règlement,
- Montant total hors taxes (HT),
- Montant et taux de TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises (TTC) des prestations livrées ou exécutées,
- Numéro et date de facturation.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> .

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

En cas de première mise en place de la facturation électronique et dans le respect de l'obligation de transmission des factures par voie dématérialisée telle que précisée à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire dispose d'un délai maximum de trois mois, à compter de la notification, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la facturation par voie dématérialisée.

En cas de difficultés avérées dans la mise en place de la facturation électronique lors de l'exécution du marché, et sur demande expresse du titulaire justifiant des difficultés rencontrées, le titulaire peut établir une facture en un seul original papier et l'adresser ou la remettre au siège de l'agence de l'eau Adour Garonne :

Agence de l'eau Adour Garonne

90 rue du Férétra

CS 87801

31078 CEDEX 4

2. Cotraitance

En cas de cotraitance, les demandes de paiement sont établies et présentées suivant les conditions mentionnées à l'article 12 du CCAG PI.

3. Financement du marché

Le financement du marché est assuré sur les fonds propres de l'Agence.

4. Modalités de paiement

15.4.1 Avance

Une avance est accordée dès lors que les conditions de l'article R2191-3 et suivant du code de la commande publique sont remplies sauf si son versement est refusé par le bénéficiaire. Dans ce cas, l'option A du CCAG PI s'applique.

Le montant du marché donnant lieu au versement de l'avance correspond au montant forfaitaire hors enveloppe pour réunions (au nombre de 12) et ateliers supplémentaires (au nombre de 2).

Le titulaire ou le cotraitant ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficiant d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3 :

- Lorsque ceux-ci sont des petites ou moyennes entreprises au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30%. Dans ce cas, l'avance est versée selon les dispositions du code de la commande publique et remboursée en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées atteint 70 % du montant toutes taxes comprises du marché tel que déterminé ci-dessus.
- Lorsque ceux-ci ne sont pas des petites ou moyennes entreprises au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%. Dans ce cas, l'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique. Son remboursement intervient lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché tel que déterminé ci-dessus, et se termine lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% de ce même montant.

15.4.2 Acomptes et solde

Les prestations objet du marché, peuvent faire l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait suivant les conditions de l'article 11.2 du CCAG PI. Le paiement du solde ne peut intervenir qu'à l'admission des livrables prévus ou au terme de l'exécution des prestations. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement présentée dans les conditions prévues à l'article 16.1 ci-dessus.

Il est rappelé que le montant des demandes de paiement ne peut excéder le montant des prestations effectuées.

15.4.3 Délai de paiement

Les paiements sont effectués suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours à compter de la date de réception par la personne publique de la demande de paiement.

15.4.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai ci-dessus fixé fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le retard de paiement donne également lieu de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros. Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicable au marché est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

5. Comptable assignataire de la dépense

Le comptable assignataire des dépenses est l'Agent Comptable de l'agence de l'eau Adour Garonne.

6. Cession de créances

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique est l'ordonnateur de l'agence concernée par la créance.

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable de l'agence.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la date de notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du marché devra justifier qu'il est titulaire d'une police de responsabilité civile, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil, en cours de validité. Ce contrat doit le garantir, en vertu des articles 1240 et suivants du code civil, contre les conséquences pécuniaires de l'engagement de sa responsabilité civile pouvant résulter des dommages corporels ou matériels subis par des tiers ou l'agence de l'eau Adour-Garonne à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent contrat.

Le titulaire du marché doit également avoir souscrit un contrat d'assurance responsabilité professionnelle en cours de validité. Celui-ci doit le garantir contre tout type de dommages qu'il causerait à l'agence de l'eau Adour-Garonne, à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché, que ce soit de son propre fait ou de celui de ses préposés.

En cas d'absence de couverture, de couverture insuffisante ou de résiliation de la ou des polices souscrites, l'agence de l'eau Adour-Garonne exigera de la part du titulaire la souscription d'une nouvelle assurance ou d'une assurance complémentaire. Dans le cas où après mise en demeure, le titulaire ne serait pas en mesure de satisfaire à cette demande l'agence de l'eau Adour-Garonne se réserve le droit de résilier le marché.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE (services uniquement)

1. Agrément du sous-traitant

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance.

Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

2. Paiement direct au sous-traitant

En cas de sous-traitance bénéficiant du paiement direct, le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur sur la plateforme CHORUS selon les modalités mentionnées à

l'article 15.1 du présent CCP. Cette démarche sert de notification au titulaire qui dispose alors de 15 jours à compter de ce dépôt pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai de paiement mentionné ci-après. Ce délai court :

- soit à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord même partiel du titulaire sur le paiement demandé,
- soit à compter de l'expiration du délai de 15 jours prévu ci-dessus, si pendant ce délai le titulaire ne s'est pas manifesté,
- soit à compter de la réception de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou pas réclamé.

Le pouvoir adjudicateur informe alors le titulaire des paiements qu'il effectue aux sous-traitants.

Si le sous-traitant intervient pour le compte d'un membre d'un groupement qui n'est pas le mandataire alors celui-ci est tenu de signer la demande de paiement ou de notifier son refus dans les conditions précisées ci-dessus via le mandataire.

ARTICLE 18 – MODIFICATION RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;

aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire selon les modalités de son choix (Place...). L'agence de l'eau Adour-Garonne met à disposition gracieusement les services de e-attestation (<http://www.e-attestations.fr>).

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé- service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L.1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les noms, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du

coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique des coûts de revient).

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui sont notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fait l'objet d'un avenant constatant le transfert au nouveau titulaire.

ARTICLE 19 – RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS DU TITULAIRE

Les dispositions des articles 36 à 42 du CCAG PI s'appliquent.

Si le titulaire ne se soumet pas aux prescriptions et délais figurant dans la lettre de mise en demeure que l'Agence lui notifiera par lettre recommandée avec accusé de réception, la résiliation à ses torts sera prononcée.

Dans ce cas, l'Agence pourra avoir recours à un tiers pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée du marché pour assurer les prestations défaillantes, dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG PI.

Elle fera donc procéder à l'exécution par un tiers des prestations prévues, aux frais et aux risques du titulaire qui devra supporter l'augmentation des dépenses en résultant, par rapport aux prix du marché.

Ce supplément figurera alors dans le décompte de résiliation qui sera établi.

ARTICLE 20 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE

En application de l'article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié, dans les cas prévus audit article. Ces modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

1. Différends

Les dispositions de l'article 43 du CCAG PI s'appliquent.

Il est rappelé que tout différend entre le titulaire et l'Agence doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour, où le différend est apparu.

Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En l'absence d'accord entre les parties, les parties peuvent avoir recours aux comités consultatifs de règlement amiable (CCIRA) des différends ou litiges dont dépend l'agence :

DRJSCS d'Aquitaine

Comité consultatif de règlement amiable des litiges

103 bis rue de Belleville , BP 952

33000 Bordeaux.

Téléphone : +33 557 019 751

Télécopie : +33 557 019 666

2. Tribunal compétent

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

L'Instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif dont dépend le pouvoir adjudicateur soit le :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV 31068 Toulouse Cedex 7

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Adresse Internet: <http://toulouse.tribunal-administratif.fr>

Adresse Télérecours : <http://www.telerecours.fr>

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après:

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
Article 11.1	Article 14.1.1
Article 11.2	Article 14.1.2
Article 11.3	Article 14.1.3
Article 14.2	Article 35.1.1

Fait à Toulouse, le

Elodie GALKO

Directrice générale de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Par délégation, Martine GAECKLER

Directrice Générale Adjointe

